|  |
| --- |
| Préparé par la Direction Exécutive de l’APB |

ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DE BANQUES

RAPPORT ANNUEL 2012-2013

**ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES BANQUES (APB)**

**Rapport annuel 2012-2013**

1. Faits saillants dans le domaine monétaire ----------------------------------------------------- page 4

* Deux années consécutives d’expansion de crédit à l’économie
* Instabilité du taux de change au début d’exercice
* Mesures prises par la Banque Centrale :

1. Swap de devises contre monnaie nationale
2. Paiement carte de crédit en gourdes
3. Rétrocession prêt Petro-Caribe en monnaie nationale
4. Modification des réserves obligatoires à la hausse
5. Utilisation des réserves de change

* Quasi-stabilité ou quasi-parité gourde/dollar en fin d’exercice 2012-2013
* Assèchement des liquidités en gourdes des Banques jusqu’au déficit des réserves
* Baisse des placements dans les Bons BRH
* Nouvel instrument de politique budgétaire : Bons du Trésor Public
* Financement du Déficit Public

1. La compensation électronique ------------------------------------------------------------------ page 6
2. Lutte contre le Blanchiment des capitaux et Financement du Terrorisme ---------------- page 6

* Réunion plénière GAFIC
* Vote de la Loi

1. Coopération avec les agences internationales ------------------------------------------------ page 7

* INF
* UE
* IFC/BEI

1. Coopération avec les Institutions Etatiques -------------------------------------------------- page 7

- BRH (entraves au Développement du crédit)

- BRH : mécanisme de Financement en devises

- Unité Construction Logement et Bâtiments Publics (UCLBP) Financement de l’Immobilier

- Ministère du Commerce et de l’Industrie : Etude Diagnostique sur l’Intégration du Commerce : finalisation EDIC

VI) Coopération avec les autres associations du Secteur Privé ------------------------------- page 8

ADIH : Code du Travail

Forum économique : désignation des membres du CAOSS et du Conseil des

Salaires

1. Cours de Formation ----------------------------------------------------------------------------- page 8
2. Note aux Etat Financiers ----------------------------------------------------------------------- page 10
3. Etats Financiers ---------------------------------------------------------------------------------- page 13
4. Proposition de budget --------------------------------------------------------------------------- page

**ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES BANQUES(APB)**

**RAPPORT ANNUEL 2012-2013**

**I)** **Faits saillants dans le domaine monétaire**

Pour la deuxième année consécutive, le crédit à l’économie est en nette progression passant de 38.6 milliards de gourdes en 2010/2011 à 51.8 milliards en 2011/2012 soit une croissance de 34% (toutes monnaies confondues). La tendance à la hausse s’est maintenue en 2012/2013, au 30 juin 2013 le crédit net totalisait 58.8 milliards de gourdes. La croissance a été de 13.5% au cours des neuf (9) premiers mois de l’exercice. Les données de septembre 2013 montrent que le crédit octroyé pour l’année a atteint 63.2 milliards de gourdes soit 22% de croissance.

Cette nouvelle tendance du crédit témoigne d’une participation active des banques à l’effort de reconstruction, d’une volonté de mettre des fonds additionnels à la disposition des agents économiques en vue de financer des projets rentables. La tendance à la relance du crédit a été facilitée par des taux d’intérêts allant d’une moyenne de 19.30% à une moyenne pondérée de 6.7% pour les prêts en gourdes. Tandis que pour les prêts en devises, les taux d’intérêts ont varié de 9.5% à 6.28 % en fin d’exercice 2013.

L’option faite par la Banque Centrale de maintenir les taux directeurs à des niveaux extrêmement bas ; 1% pour les bons à sept (7) jours, 2% pour les taux des bons à 28 jours et 3% sur les bons à quatre vingt dix (90) jours ont poussé les banques à prendre plus de risques sur le marché.

L’expansion du crédit constatée durant les deux (2) dernières années ne s’est pas matérialisée sans créer de perturbations. La création monétaire engendrée par l’accroissement du crédit à déstabiliser le taux de change de la monnaie nationale par rapport à la devise américaine.

Le taux de référence de la BRH instable depuis le début de l’exercice, 42.26 gourdes en septembre 2012, 42.55 gourdes en décembre, 42.94 en mars 2013, 43.72 gourdes en juin. Le taux a été stabilisé aux alentours de 43.75 en juillet et 43.77 en août et septembre 2013.

Pour stabiliser le taux de change, le taux médian du marché bancaire étant de 43.90 gourdes de juillet à septembre 2013, la Banque Centrale n’a pas lésiné sur les moyens. De nombreuses mesures ont été arrêtées pour obtenir ce résultat :

1. Swap de devises contre monnaie nationale

En novembre 2012, la BRH a renouvelé son programme de swap débuté l’année précédente par un appel d’offres d’un montant de 100 millions de dollars à trois (3) mois de maturité mis à la disposition des banques.

1. A compter du 16 juin 2013, la Banque Centrale a modifié les réserves obligatoires sur les passifs des Banques commerciales libellés en gourdes à 35% et à 39% pour les passifs en dollars.
2. La Banque Centrale a puisé 229 millions de dollars dans ses réserves entre septembre 2012 et juillet 2013 alors que la tendance était plutôt à l’accumulation depuis 2010. En septembre 2013, les réserves nettes de change de la BRH se chiffrent à 1172 millions de dollars contre 1302 millions en septembre 2012.
3. Pour baisser la pression sur le taux de change, la BRH, de concert avec les sociétés de carte de crédit et les banques commerciales, a autorisé la facturation en monnaie nationale de toutes les transactions faites par cartes de crédit émises en Haïti.

L’ensemble de ces mesures prises ont stabilisé le taux de change dans une quasi-parité fixe d’un (1) dollar pour 43.90 gourdes, taux de change affiché par les banques commerciales de juillet à septembre 2013.

La stabilité du taux de change est allée de pair avec une croissance de la demande de crédit de 22% dans l’économie et une réduction significative des liquidités accumulées par le système bancaire. La position de réserves en gourdes était de 3 milliards de gourdes, fin aout et fin septembre 2013, celle en dollars atteignait 56 millions en aout et 32.6 millions en fin d’exercice.

Parallèlement à la réduction des liquidités, constat a été fait d’une baisse de l’encours des fonds placés dans les bons émis par la Banque Centrale. Au 30 septembre 2013, l’encours des bons BRH s’élevait à 5.9 milliards de gourdes contre 6.2 milliards en début d’exercice. Trois (3) banques du système disposent encore de bons BRH et la Banque Nationale de Crédit avait à elle seule la quasi-totalité du stock.

Une nouvelle orientation se dessine dans la conduite de la politique monétaire. Les grandes lignes de cette orientation sont connues depuis la conclusion des accords de lutte contre la pauvreté et la facilité élargie de crédit signés avec le FMI. Elles se matérialisent en 2012-2013 par:

1. La conservation du système de change flexible avec des interventions ponctuelles de la Banque Centrale pour maintenir le taux dans une fourchette définie.
2. Le désengagement progressif de la Banque Centrale dans le processus de financement du déficit public.
3. L’appel à l’épargne du public pour financer le solde déficitaire des opérations du Trésor Public. Durant l’exercice 2012-2013, le Ministère de l’Economie et des Finances a lancé quatre (4) appels d’offre en vue de l’émission de certificats de trésorerie d’une valeur nominale de 10.4 milliards de gourdes à maturité de cent quatre vingt deux (182) jours et à des taux d’intérêts allant de 3 à 3.5% l’an.

**II) La compensation électronique**

Le système est opérationnel depuis juillet 2013, il fonctionne à la satisfaction des concepteurs du projet ainsi que des bénéficiaires. La clientèle dispose maintenant d’un délai raisonnable de compensation des chèques déposés ne dépassant pas deux (2) jours soit le jour du dépôt plus un jour (J+1). Pour arriver à cette fin, de nombreuses séances de travail ont réuni à l’APB, hebdomadairement, des techniciens de la BRH et des banques commerciales, d’épargne et de logement pour discuter et trouver des solutions à des détails techniques, concevoir les formats des rapports, analyser et commenter les documents légaux, proposer les plans de contingence, prévoir des périodes de test…etc.

Toutefois, au cours des réunions en Assemblée Générale, les membres de l’APB estiment que certains problèmes subsistent : les plans de contingence interne doivent être mieux rodés. Un rapport (Incoming) en cours de journée est à prévoir par la BRH afin de confirmer la réception des chèques au fur et à mesure des transmissions. Une liste de problèmes techniques, répertoriés par un comité créé lors de la dernière assemblée générale, doit être acheminée à la BRH.

**III) Lutte contre le Blanchiment des capitaux et le Financement du Terrorisme**

La loi sanctionnant le Blanchiment de capitaux et le Financement du terrorisme a été votée en février 2013 par le Sénat de la République. La Chambre Législative l’a approuvée en septembre 2013.Toutefois, certains articles ont été votés en des termes différents. Cette loi est d’une importance capitale pour le pays et le système bancaire qui se trouvent sous la menace de sanctions des institutions internationales impliquées dans la lutte contre le Blanchiment des avoirs.

Pour faire avancer ce dossier et sortir cette loi de l’impasse, les membres de l’APB ont participé à des ateliers de travail organisés par le Senat, ils ont pris part également à des séances d’audition et de consultation publique. Une commission conjointe APB/BRH a rencontré la commission Finances de la Chambre des Députés pour sensibiliser ses membres sur l’importance de la loi. Une récente lettre de l’APB acheminée au Senat suggère un vote dans le même sens que le dernier texte adopté par la Chambre législative en attendant le moment propice pour effectuer les modifications nécessaires.

Toutefois, le vote de cette loi n’est pas l’unique exigence de l’international. A la dernière réunion du GAFIC tenue à Trinidad & Tobago, il a été souligné le manque de progrès ou l’effort à consentir pour se conformer aux normes. Haïti est non conforme dans l’acheminement des statistiques, dans le dispositif législatif qui n’est pas capable de délivrer des résultats notamment des condamnations pour cause de Blanchiment de capitaux, dans le nombre de déclarations de soupçons provenant du système bancaire.

Une (1) unité de conformité a été instituée à l’APB, gage de la vigilance du secteur en matière de lutte contre le Blanchiment des avoirs, les trafics illicites, l’évasion fiscale, et modèle de structure, de plate-forme servant à échanger des informations et à uniformiser l’approche réglementaire.

1. **Coopération avec les organisations internationales**

En janvier 2013, l’APB a reçu en audience une mission de la Banque Européenne d’Investissement (BEI) et de la Société Financière Internationale (SFI) dans le but de jeter les bases d’une coopération et de rechercher un partenariat pour faciliter l’accès au crédit.

Les membres de cette mission ont recherché, avec les représentants des Banques, les opportunités, les projets et secteurs pouvant faire l’objet de cette coopération. Les infrastructures hôtelières, portuaires, le logement, l’énergie ont été identifiés comme secteurs où les besoins en financement se font sentir. Les demandes de crédit existent pour les secteurs mentionnés et l’envergure des projets sied bien avec les objectifs recherchés par la mission en termes de partage de risque et de financement.

Rappelons que cette mission est venue en Haïti dans le cadre du lancement, par l’Union Européenne de deux facilités : Caribbean Investment Facility (CIF) et Investment Facility for the Pacific (IFP). Deux (2) régions répondant aux besoins d’investissement dans des infrastructures clés pour les rendre compétitives sur le marché global, dynamiser leur potentiel de croissance et réduire la pauvreté.

L’APB a répondu au cours de cet exercice à toutes les invitations du Fonds Monétaire qui réalise trimestriellement une revue du programme financier en cours, la facilité élargie de crédit. Le programme suivant l’expression utilisée par le FMI ‘’ Remains on Track’’. Les indicateurs de performance et les cibles du programme ont été respectés. Une lettre d’intention du gouvernement a sollicité le déboursement de la sixième tranche de crédit et la prolongation du programme au 30 août 2014.

**V) Coopération avec les Institutions Etatiques**

L’APB a apporté sa contribution à plusieurs travaux initiés par les Institutions d’Etat, notamment les travaux de la BRH sur les normes de sécurité des chèques standardisés. Les entraves au développement du crédit ont fait l’objet de consultations entre les représentants de la BRH et ceux de l’APB.

L’APB a intégré récemment la table sectorielle sur le Financement de l’Immobilier, une initiative de l’Unité de Construction de Logement et Bâtiments Publics(UCLBP).

Le Ministère du Commerce et de l’Industrie a fait appel aux membres de l’APB pour analyser et commenter l’étude diagnostique sur l’intégration du commerce. Les représentants de l’APB ont participé à la présentation de cette étude et a suggéré d’inclure le secteur bancaire dans l’étude ainsi que le crédit qui est à la base de tout développement économique et des affaires en général. Un texte a été transmis au secrétariat du projet EDIC.

**VI) Coopération avec les associations du secteur privé**

L’APB a participé aux réflexions du secteur privé sur la révision du Code du Travail, un projet conçu avec les supports du gouvernement haïtien et du Bureau International du Travail. Ces réflexions ont porté sur :

. La nécessité de modifier la durée du travail en introduisant des horaires flexibles afin d’accroître la productivité et l’emploi

. L’inclusion de nouveaux secteurs d’activités dans la législation relative aux exemptions

. Les mécanismes de révision du salaire minimum

. Les résolutions des conflits et des modes plus modernes

. Les réformes des organismes de sécurité sociale

L’APB est membre fondateur du Forum Economique du Secteur Privé. Les activités de cette année étaient ciblées sur la protection de l’industrie locale. Dans cette perspective, le Forum s’est positionné, par note de presse, sur les relations économiques et commerciales entre Haïti et la République Dominicaine. Le Forum a fait des suggestions sur la nouvelle loi de Finances. Des propositions ont été faites sur le tarif douanier et les dispositions relatives à l’enregistrement des hypothèques et des transactions immobilières.

**VII) Cours de formation**

Depuis huit (8) années, l’APB dispense dans ses locaux deux (2) types de formation : le Brevet Bancaire et l’Institut Technique de Banque. Le taux de réussite et l’adhésion des Banques sont des motifs d’encouragement pour poursuivre les cours et introduire de nouveaux modules. C’est dans cette perspective que la Direction de Développement International et Outre-mer du Centre de Formation de la Profession Bancaire de France (CFPB) a dépêché en Haïti, madame Nathalie Picard pour présenter aux membres de l’APB, les nouvelles formations.

En Assemblée Générale, la Responsable pour Madagascar, Haïti et Comores a eu l’occasion de fournir d’amples renseignements sur les formations liées aux métiers tels conseiller clientèle, technique de vente, les formations donnant droit aux diplômes comme la maîtrise et la gestion des risques de crédit et les formations ciblées sur les responsables d’agence, de point de vente. Les nouveaux cours priorisés par les membres de l’APB concernent les points de vente et le crédit.

Durant l’exercice 2012-2013, l’APB a reçu en formation une soixantaine de candidats venus de la Banque Nationale de Crédit, la Unibank, la Sogebank, la Capital Bank. En Brevet, deux (2) groupes étaient en formation, Brevet 1 avec un effectif de 18 apprenants et Brevet 2 avec un effectif de 12 étudiants. Pour l’ITB, l’effectif total s’élève à 29 répartis comme suit : ITB1 : 13 inscrits et ITB2 : 16 candidats aux diplômes.

Le taux de réussite est satisfaisant, il est de 69,2% pour la première année de l’ITB, 75% pour la seconde année. Le Brevet a connu un taux de réussite de 61% en première année et 91,67% pour la deuxième année. Ce dernier taux de réussite permettra d’avoir la première promotion de Brevet Bancaire en 2013-2014 après un cycle de trois (3) ans d’études.

**Liste des diplômés de l’Institut Technique de Banque**

**Promotion 2011-2013**

Guichard Emmanuel HONORAT Banque Nationale de Crédit

Emmanuelle JEAN-BART Banque Nationale de Crédit

Edson JEAN-PIERRE Banque Nationale de Crédit

Marie Renée SEGUY **(MENTION : ASSEZ BIEN)** Banque Nationale de Crédit

Grégory DUCLAIR SOGEBANK

Fabienne JANNINI SOGEBANK

Faude JOSEPH SOGEBANK

Fabienne MORIN (**MENTION : ASSEZ BIEN**) SOGEBANK

Olrich MORIN (**MENTION : ASSEZ BIEN**) SOGEBANK

Géraldine ALABRE UNIBANK

Marie Carmel BERNABE UNIBANK

Shella Ludia FLEURANTIN UNIBANK

**VIII) Notes aux Etats Financiers**

**REVENUS**

Le Budget de l’exercice 2012-2013 a été exécuté dans le respect des prévisions établies en début d’année.

Tous les membres ont payé leur cotisation trimestrielle de Gdes140.000.-. Le montant collecté pour l’année budgétaire est de Gdes5.040.000.-.

Les services aux membres, particulièrement les Cours de Formation, constituent la seconde source de revenus de l’Association avec des rentrées de l’ordre de Gdes736.138.-. C’est la principale rentrée de devises de l’APB, estimée à EUROS12.800.- par année ou son équivalent en dollars US$17.280.-.

La contribution au Forum du Secteur Privé est supportée par les membres qui ont cotisé chacun à hauteur de US$778.-. La contribution au Forum est de US$ 7.000 pour l’année.

L’organisation de la fête traditionnelle de fin d’année a été supportée par les membres qui ont remboursé Gdes138.711.-.

Des Revenus Exceptionnels sont venus de la hausse du taux de change.

Le taux de référence de la gourde est passé de Gdes42.2525 en septembre 2012 à Gdes43.7413 en septembre 2013. Cette différence de Gdes1.48 a été appliquée sur les écarts entre deux années des comptes en dollars de l’Association, ce qui a permis d’avoir des gains de change de Gdes45.207.- pour l’année.

En résumé, les revenus de l’APB pour l’exercice 2012-2013 s’élèvent Gdes6.261.270.-, répartis comme suit :

* Cotisations trimestrielles des membres 80.5%
* Cours de Formation 11.8%
* Contribution au Forum Economique 4.8%
* Gains de Change 0.7%
* Fêtes de fin d’année 2.2%

**DEPENSES**

Les dépenses sont en harmonie avec les rentrées et sont constituées essentiellement de Charges de Personnel et de Fonctionnement. Elles s’élèvent à Gdes6.253.786.- et se répartissent comme le montre la ventilation suivante :

- Charges de Personnel 50.2%

- Charges de Fonctionnement 42.6%

- Autres Charges de Fonctionnement 2.4%

- Dotations aux Amortissements 4.1%

- Impôts & Taxes 0.7%

Au niveau des Charges de Personnel, la tendance a été à la limite des prévisions budgétaires. De Gdes3.206.132,59 au Budget, les dépenses exécutées sont de Gdes3.137.742,13, soit une contraction de Gdes68.390,46.

Les salaires ont diminué de Gdes16.804,88, l’Assurance, de Gdes22.389,88 et l’Epargne-Pension ONA, de Gdes2.626,66.

Quant aux Autres Dépenses, beaucoup plus sensibles au phénomène inflationniste, la tendance a été contraire. Ces dépenses incluent : les Charges de Fonctionnement, les Autres Charges de Fonctionnement ainsi que les Dotations aux Amortissements et les Impôts et Taxes.

Les Charges de Fonctionnement contiennent les principaux intrants qui ont conduit à la hausse des dépenses globales. De Gdes2.430.570,29 au Budget, elles se sont élevées à Gdes2.662.426,76 au niveau des réalisations, soit une hausse de Gdes231.856,47.

Les dépenses qui ont contribué à cette hausse, sont, par ordre décroissant :

1 - Relations Publiques (Gdes443.236,17), incluant Forum Economique et Fêtes de Fin d’année

2 - Carburant, Electricité, Eau et Téléphone (Gdes209.247,31)

3 - Entretien et Sécurité des Locaux (Gdes126.313,56)

4 - Déplacement, Réunion et Séminaire (Gdes124.311,67)

Les Autres Charges de Fonctionnement ont progressé de Gdes1.263,98. De Gdes146.367,54 au Budget, elles sont passées à Gdes147.631,52 pour les réalisations. Si les Frais bancaires et les Publications et Journaux ont respectivement augmenté de Gdes11.319,05 et de Gdes4.461,36, une baisse de Gdes14.946,40 a été observée pour les Frais de Transport.

L’achat d’une imprimante jet d’encre (deskjet) et d’un scanner a contribué à la hausse de Gdes5.714,61 des Dotations aux Amortissements qui sont passées de Gdes252.481,24 au Budget à Gdes258.195,85 aux réalisations.

Les résultats obtenus sont conformes aux prévisions. Dès le début de l’année, un équilibre budgétaire a été plutôt recherché. Le Budget voté avait prévu un léger excédent de Gdes7.514.-. Ce surplus a été obtenu dans le Budget exécuté.

**ACTIF**

De Gdes5.211.158,11 au 30 septembre 2012, l’Actif de l’Association est passé à Gdes5.274.593,55 au 30 septembre 2013, soit une hausse de Gdes63.435,44. Cette augmentation est surtout imputable à une remontée des liquidités.

**1 – LIQUIDITES**

Les Actifs liquides ont atteint Gdes4.651.442,69 au 30 septembre 2013, en hausse de Gdes290.858,09 par rapport aux Actifs liquides au 30 septembre de l’exercice précédent. En premier lieu, se retrouvent les Actifs liquides sous forme de comptes courants et de dépôts à terme qui, de Gdes2.281.250,87 au 30 septembre 2012, se sont élevés à Gdes2.438.399,27 au 30 septembre 2013, soit une hausse de Gdes157.148,40.

Durant cette période, les comptes courants ont progressé de Gdes111.957,90 tandis que les comptes de dépôts à terme, en grande partie par suite de la dépréciation du taux de change, se sont accrus de Gdes45.190,50.

Les Autres Actifs liquides ont suivi la même tendance. De Gdes819.999,11, ils sont passés à Gdes953.708,80, soit une augmentation de Gdes133.709,69.

**2 – IMMOBILISATIONS**

Les immobilisations ont progressé de Gdes30.773,20 en raison de l’acquisition d’une imprimante jet d’encre et d’un scanner, de chaises pour les Cours de formation et de petits matériels tels que verre, etc.

D’autre part, de Gdes2.447.308,34 au 30 septembre 2012, l’amortissement accumulé a atteint Gdes2.705.504,19 au 30 septembre 2013., soit un accroissement de Gdes258.195,85.

**PASSIF**

Le Passif est essentiellement constitué de provisions pour Fonds de pension, du capital et des réserves ainsi que des versements sur l’Impôt sur le Revenu, qui arrivent à échéance le 10 octobre 2013 et des Cotisations à l’ONA.

Les Provisions pour Fonds de Retraite ont stagné à Gdes1.255.435,42 par suite de l’inactivité du Compte de Retraite à la SOGEBANK. Il est suggéré de déclasser ce poste du Bilan, étant donné que, depuis deux années, aucune cotisation n’est perçue. De plus, ce sont des comptes individuels ouverts au nom des employés qui risquent de devenir des comptes inactifs.

Les Fonds Propres, constitués du total Equity (Droits des Créanciers et des Propriétaires) après déduction des Fonds de Retraite, sont passés de Gdes4.026.975,64 au 30 septembre 2012 à Gdes4.034.459,29 au 30 septembre 2013.

**ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES BANQUES**

**COMPARAISON DU BUDGET ET DES REALISATIONS**

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  | **Oct '10 - Sep 11** | **Oct '11 - Sep 12** | **Oct '12 - Sep 13** | **Budget 2012-13** |
|  | **4010 · Cotisations trimestrielles** | | 4,500,000.00 | 4,860,000.00 | 5,040,000.00 | 5,040,000.00 |
| **Total 4000 · Revenus** | | | 4,500,000.00 | 4,860,000.00 | 5,040,000.00 | 5,040,000.00 |
|  | **4110 · Cotisations fêtes/ fin d'année** | | 253,680.75 |  | 138,711.63 |  |
|  | **4111 · Cours de Formation** | | 361,312.75 | 1,592,467.04 | 736,148.77 | 709,168.95 |
|  | **4120 · Cotisations Forum Economique** | |  | 294,147.00 | 301,202.19 | 302,750.00 |
|  | **4130 · Gains/pertes de change** | | 27,818.29 | 42,746.29 | 45,207.92 |  |
| **Total 4100 · Revenus exceptionnels** | | | 861,344.26 | 1,929,360.33 | 1,221,270.51 | 1,011,918.95 |
| **Total Income** | | | 5,361,344.26 | 6,789,360.33 | 6,261,270.51 | 6,051,918.95 |
|  | **6010 · Salaires** | | 2,039,914.08 | 2,345,901.93 | 2,563,687.24 | 2,580,492.12 |
|  | **6020 · Boni** | | 171,792.90 | 171,792.90 | 220,387.38 | 195,491.83 |
|  | **6040 · Assurance** | | 121,518.37 | 102,254.52 | 79,864.64 | 102,254.52 |
|  | **6051 · Epargnee-Pension ONA** | | 81,594.00 | 1,116,047.96 | 152,202.87 | 154,829.53 |
|  | **6052 - Assurance OFATMA** | |  |  | 0.00 | 51,609.84 |
|  | **6060 · Personnel remplaçant** | | 500.00 | 1,454.75 | 1,600.00 | 1,454.75 |
|  | **6061 · Plan carburant** | | 84,300.00 | 118,100.00 | 120,000.00 | 120,000.00 |
| **Total 6000 · Charges de personnel** | | | 2,499,619.35 | 3,855,552.06 | 3,137,742.13 | 3,206,132.59 |
|  | **6110 · Consultants** | | 483,687.15 | 556,240.90 | 611,865.60 | 611,864.99 |
|  | **6111 · Loyers** | | 585,420.00 | 833,970.83 | 887,347.87 | 887,400.00 |
|  | **6112 · Entretien-Répar. mat. et équip.** | | 140,291.50 | 168,631.90 | 63,751.38 | 61,701.07 |
|  | **6113 · Entretien-Répar. de véhicule** | | 197,551.38 | 45,844.25 | 43,022.20 | 96,111.02 |
|  | **6114 · Entretien-Sécurité des locaux** | | 80,383.50 | 148,337.00 | 126,313.56 | 79,895.09 |
|  |  | **6115.1 Fêtes de fin d'Année** |  |  | 138,736.17 |  |
|  |  | **6115.2 Forum Economique** |  | 308,502.98 | 304,500.00 | 302,500.00 |
|  | **Total 6115 · Relations publiques** | | 310,250.00 | 308,502.98 | 443,236.17 | 302,500.00 |
|  | **6116 · Frais Radio -Télécommunications** | | 31,713.00 | 96,282.60 | 55,282.00 | 60,000.00 |
|  | **6117 · Déplacement, réunion, séminaire** | | 50,776.00 | 95,541.84 | 124,311.67 | 100,000.00 |
|  | **6118 · Fournitures de bureau** | | 39,165.09 | 63,985.50 | 54,428.00 | 70,384.05 |
|  | **6119 · Carburant,Electricité,eau,phone** | | 114,802.58 | 50,058.25 | 209,247.31 | 160,464.07 |
|  | **6120 · Divers** | | 47,549.95 | 72,459.27 | 43,621.00 |  |
| **Total 6100 · Charges de fonctionnement** | | | 2,081,590.15 | 2,439,855.32 | 2,662,426.76 | 2,430,320.29 |
|  | **6220 · Publications et journaux** | | 21,188.02 | 11,825.80 | 17,469.74 | 13,008.38 |
|  | **6230 · Frais de transport** | | 58,214.80 | 38,074.83 | 16,012.00 | 30,958.40 |
|  | **6240 · Assurance mat. et équip.** | | 112,031.02 | 116,469.76 | 88,758.13 | 88,498.16 |
|  | **6260 · Frais de services bancaires** | | 16,621.20 | 17,697.53 | 25,221.65 | 13,902.60 |
|  | **6280 · Pertes de change** | |  |  | 170.00 |  |
| **Total 6200 · Autres charges de fonction.** | | | 208,055.04 | 184,067.92 | 147,631.52 | 146,367.54 |
|  | **6310 · Installation et aménagement** | | 16,846.91 | 4,519.32 | 377.41 | 377.41 |
|  | **6320 · Matériel informatique** | |  |  | 4,094.56 |  |
|  | **6330 · Matériel roulant** | | 62,483.32 | 187,449.96 | 187,449.96 | 187,449.96 |
|  | **6340 · Matériel et équipement** | | 60,701.88 | 58,526.88 | 58,526.88 | 58,526.88 |
|  | **6350 · Matériel et mobilier** | | 17,658.23 | 6,593.40 | 7,747.04 | 6,126.99 |
| **Total 6300 · Dotations aux amortissements** | | | 157,690.34 | 257,089.56 | 258,195.85 | 252,481.24 |
| **6500 · Impôts et taxes** | | | 7,027.32 | 8,048.00 | 47,790.60 | 8,852.80 |
| **Total Expenses** | | | 4,953,982.20 | 6,744,612.86 | 6,253,786.86 | 6,044,404.46 |
| **Net Income** | | | 407,362.06 | 44,747.47 | 7,483.65 | 7,514.49 |

**ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES BANQUES**

**COMPARAISON DES BILANS ACTUEL ET PRECEDENT**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |  | **Sep 30, 13** |  | **Sep 30, 12** |  | **$ Change** |
| **ASSETS** | | |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  | **Current Assets** | | | | |  |  |  |  |  |
|  |  |  | **1000 · Liquidités** | | |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  | **1010 · SOGEBANK RetirementUS$30681.53** | |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  | **1011 · SOGEBANK- RetirementUS$30560.28** | 1,253,412.45 |  | 1,253,412.45 |  | 0.00 |
|  |  |  |  |  | **1012 · Retirement intérêts US$121.25** | 5,922.17 |  | 5,922.17 |  | 0.00 |
|  |  |  |  | **Total 1010 · SOGEBANK RetirementUS$30681.53** | | 1,259,334.62 |  | 1,259,334.62 |  | 0.00 |
|  |  |  |  | **1030 · BUH - Compte courant** | | 164,260.59 |  | 123,868.62 |  | 40,391.97 |
|  |  |  |  | **1040 · BUH -Compte courant US$30137.43** | |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  | **1041-BUH-Compte courant US30137** | 964,509.73 |  | 892,943.80 |  | 71,565.93 |
|  |  |  |  | **Total 1040 · BUH -Compte courant US$30137.43** | | 964,509.73 |  | 892,943.80 |  | 71,565.93 |
|  |  |  |  | **1060 · SOGEBANK/Compte DAT10,835.71US** | |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  | **1061 · Compte DAT US$10,000.00** | 437,413.00 |  | 422,545.00 |  | 14,868.00 |
|  |  |  |  |  | **1062 · Compte DAT intérêts US$846.55** | 37,489.35 |  | 35,770.55 |  | 1,718.80 |
|  |  |  |  | **Total 1060 · SOGEBANK/Compte DAT10,835.71US** | | 474,902.35 |  | 458,315.55 |  | 16,586.80 |
|  |  |  |  | **1070 · CAPT BANK- Cpte DAT US$19072.10** | |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  | **1071 · CAPITAL BANK-Cpt DATUS$18480.82** | 808,375.09 |  | 780,897.81 |  | 27,477.28 |
|  |  |  |  |  | **1072 · Compte DAT intérêts US$596.98** | 26,351.51 |  | 25,225.09 |  | 1,126.42 |
|  |  |  |  | **Total 1070 · CAPT BANK- Cpte DAT US$19072.10** | | 834,726.60 |  | 806,122.90 |  | 28,603.70 |
|  |  |  | **Total 1000 · Liquidités** | | | 3,697,733.89 |  | 3,540,585.49 |  | 157,148.40 |
|  |  | **Total Checking/Savings** | | | | 3,697,733.89 |  | 3,540,585.49 |  | 157,148.40 |
|  |  | **Other Current Assets** | | | |  |  |  |  |  |
|  |  |  | **1400 · Autres comptes à recevoir** | | |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  | **1402 · Avances à activités membres** | | 65,366.00 |  | 65,366.00 |  | 0.00 |
|  |  |  |  | **1403 · Dons, subventions à recevoir** | | 836,384.14 |  | 700,000.00 |  | 136,384.14 |
|  |  |  | **Total 1400 · Autres comptes à recevoir** | | | 901,750.14 |  | 765,366.00 |  | 136,384.14 |
|  |  |  | **1410 · Frais payés d'avance** | | |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  | **1411 · Assurance multi-risques** | | 49,371.98 |  | 52,046.43 |  | -2,674.45 |
|  |  |  |  | **1412 · Autres frais payés d'avance** | | 2,586.68 |  | 2,586.68 |  | 0.00 |
|  |  |  | **Total 1410 · Frais payés d'avance** | | | 51,958.66 |  | 54,633.11 |  | -2,674.45 |
|  |  | **Total Other Current Assets** | | | | 953,708.80 |  | 819,999.11 |  | 133,709.69 |
|  | **Total Current Assets** | | | | | 4,651,442.69 |  | 4,360,584.60 |  | 290,858.09 |
|  | **Fixed Assets** | | | |  |  |  |  |  |  |
|  |  | **1500 · Immobilisations au coût** | | | |  |  |  |  |  |
|  |  |  | **1510 · Installations et aménagements** | | | 727,814.24 |  | 727,814.24 |  | 0.00 |
|  |  |  | **1520 · Matériel informatique** | | |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  | **1521 · Ordinateurs, imprimantes, UPS** | | 329,393.20 |  | 317,109.50 |  | 12,283.70 |
|  |  |  |  | **1520 · Matériel informatique - Other** | | 6,462.50 |  | 6,462.50 |  | 0.00 |
|  |  |  | **Total 1520 · Matériel informatique** | | | 335,855.70 |  | 323,572.00 |  | 12,283.70 |
|  |  |  | **1530 · Matériel roulant** | | |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  | **1531 · Suzuki** | | 937,250.00 |  | 937,250.00 |  | 0.00 |
|  |  |  | **Total 1530 · Matériel roulant** | | | 937,250.00 |  | 937,250.00 |  | 0.00 |
|  |  |  | **1540 · Matériel et équipement** | | |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  | **1541 · Génératrice** | | 656,314.80 |  | 656,314.80 |  | 0.00 |
|  |  |  |  | **1542 · Climatiseurs** | | 203,450.00 |  | 203,450.00 |  | 0.00 |
|  |  |  |  | **1543 · Photocopieuse et fax** | | 60,285.50 |  | 60,285.50 |  | 0.00 |
|  |  |  |  | **1544 · Inverter** | | 4,749.50 |  | 4,749.50 |  | 0.00 |
|  |  |  |  | **1545 · Réfrigérateur** | | 11,920.01 |  | 11,920.01 |  | 0.00 |
|  |  |  | **Total 1540 · Matériel et équipement** | | | 936,719.81 |  | 936,719.81 |  | 0.00 |
|  |  |  | **1550 · Matériel et mobilier de bureau** | | |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  | **1551 · Bureaux, classeurs, etc.** | | 348,313.18 |  | 334,088.68 |  | 14,224.50 |
|  |  |  |  | **1550 · Matériel et mobilier de bureau - Other** | | 38,437.12 |  | 38,437.12 |  | 0.00 |
|  |  |  | **Total 1550 · Matériel et mobilier de bureau** | | | 386,750.30 |  | 372,525.80 |  | 14,224.50 |
|  |  |  | **1560 · Petit materiel** | | |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  | **1561 · Réveil, vaisselle, cachepot** | | 4,265.00 |  | 0.00 |  | 4,265.00 |
|  |  |  | **Total 1560 · Petit matériel** | | | 4,265.00 |  | 0.00 |  | 4,265.00 |
|  |  | **Total 1500 · Immobilisations au coût** | | | | 3,328,655.05 |  | 3,297,881.85 |  | 30,773.20 |
|  |  | **1600 · Amortissement cumulé** | | | |  |  |  |  |  |
|  |  |  | **1610 · Installations et aménagements** | | | -727,814.24 |  | -727,436.83 |  | -377.41 |
|  |  |  | **1620 · Matériel informatique** | | | -327,666.56 |  | -323,572.00 |  | -4,094.56 |
|  |  |  | **1630 · Matériel roulant** | | | -437,383.24 |  | -249,933.28 |  | -187,449.96 |
|  |  |  | **1640 · Matériel et équipement** | | | -868,438.74 |  | -809,911.86 |  | -58,526.88 |
|  |  |  | **1650 · Matériel et mobilier de bureau** | | | -344,201.41 |  | -336,454.37 |  | -7,747.04 |
|  |  | **Total 1600 · Amortissement cumulé** | | | | -2,705,504.19 |  | -2,447,308.34 |  | -258,195.85 |
|  | **Total Fixed Assets** | | | | | 623,150.86 |  | 850,573.51 |  | -227,422.65 |
| **TOTAL ASSETS** | | | | |  | 5,274,593.55 |  | 5,211,158.11 |  | 63,435.44 |
| **LIABILITIES & EQUITY** | | | | | |  |  |  |  |  |
|  | **Liabilities** | | |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  | **2100 · Comptes à payer** | |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  | **2130 · Déductions à la source** | -15,301.16 |  | -71,252.95 |  | 55,951.79 |
|  |  |  |  | **Total 2100 · Comptes à payer** | | -15,301.16 |  | -71,252.95 |  | 55,951.79 |
|  |  |  | **Total Other Current Liabilities** | | | -15,301.16 |  | -71,252.95 |  | 55,951.79 |
|  |  | **Total Current Liabilities** | | | | -15,301.16 |  | -71,252.95 |  | 55,951.79 |
|  | **Total Liabilities** | | | | | -15,301.16 |  | -71,252.95 |  | 55,951.79 |
|  | **Equity** | |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  | **2700 · Provisions** | | | |  |  |  |  |  |
|  |  |  | **2730 · Provision pour fonds de pension** | | | 1,255,435.42 |  | 1,255,435.42 |  | 0.00 |
|  |  | **Total 2700 · Provisions** | | | | 1,255,435.42 |  | 1,255,435.42 |  | 0.00 |
|  |  | **3010 · Apport initial des membres** | | | | 1,800.00 |  | 1,800.00 |  | 0.00 |
|  |  | **3020 · Apport d'organismes d'aide** | | | | 149,089.70 |  | 149,089.70 |  | 0.00 |
|  |  | **3030 · Capital** | | | | 564,914.25 |  | 564,914.25 |  | 0.00 |
|  |  | **3050 · Report à nouveau** | | | | 1,364,835.91 |  | 1,364,835.91 |  | 0.00 |
|  |  | **3901 · Surplus accumulé** | | | | 1,946,335.78 |  | 1,914,428.70 |  | 31,907.08 |
|  |  | **Net Income** | | | | 7,483.65 |  | 31,907.08 |  | -24,423.43 |
|  | **Total Equity** | | | |  | 5,289,894.71 |  | 5,282,411.06 |  | 7,483.65 |
| **TOTAL LIABILITIES & EQUITY** | | | | | | 5,274,593.55 |  | 5,211,158.11 |  | 63,435.44 |